

LES DANGERS D'UNE « COMMUNAUTÉ DE SÉCURITÉ » DU NORD CONTRE LE SUD

Pour chaotique qu'elle soit, la nouvelle donne à l'Est modifie sensiblement le débat stratégique. Une chance se présente de définir une conception de la sécurité mondiale fondée sur la prévention des risques, à condition toutefois que ne soit pas mis en place un système dirigé contre les pays du Sud. Encore faut-il que les bouleversements, en URSS notamment, ne débouchent pas sur une anarchie généralisée qui rendrait difficile l'invention d'un projet réformiste international.

Il est de moins en moins ridicule de faire aujourd'hui des hypothèses optimistes en matière de réduction des armements. Mais si les changements en cours en Europe de l'Est et en URSS surprennent par leur rapidité, leurs conséquences militaires ne sont pas encore très claires.

On entend les propos les plus discordants : il existe encore des conservateurs, tel M. Caspar Weinberger, qui parlent obstinément de ne pas baisser la garde, qui réclament la modernisation des armements et qui décrivent des menaces terribles qui se profileraient au Sud. D'autres demandent le retrait immédiat soit des troupes soviétiques de Tchécoslovaquie ou de Hongrie, soit des troupes américaines d'Europe. D'autres, enfin, veulent détruire les alliances... MM. Bush et Gorbatchev, en rappelant, à Malte, que des négociations se poursuivaient à Vienne sur la réduction des armements conventionnels, ont justifié le maintien, même provisoire, du pacte de Varsovie et de l'OTAN.

Il reste que l'utilité des armées, au moins telles qu'elles sont actuellement conçues, est fortement mise en question. Par exemple, 35,6 % de Suisses pensent qu'ils n'ont plus besoin d'une telle institution. Il conviendrait, sur ces questions, d'avoir des vues nettes, et de définir des politiques cohérentes et concordantes non seulement en Europe et chez les deux Grands, mais dans tous les pays. En d'autres termes, préciser : les risques ou les menaces appelant une réponse militaire aujourd'hui et à l'avenir ; le niveau d'armements et de forces armées qu'il sera raisonnable de conserver et sa finalité ; et la manière d'assurer désormais la sécurité des pays et des personnes.

Pour tenter de répondre à ces questions, on dispose de quelques données sûres permettant de dessiner sans trop de risques le sens de l'évolution en cours. Et l'hypothèse la plus vraisemblable est que nous nous acheminons vers la constitution de ce que Karl Deutsch appelle une « communauté de sécurité » des pays du Nord, même si les choix de société qu'un tel système implique sont encore fort loin d'être faits.

Il n'y a guère de doute qu'entre l'Est et l'Ouest la situation actuelle va se transformer rapidement en une situation de coopération.

C'est finalement dès 1990 — si l'on en croit les instructions issues du sommet de Malte — que seront vraisemblablement conclues les négociations START (Strategic Arms Reduction Talks), et FACE (Forces armées conventionnelles en Europe) à Vienne. Et on connaît dès maintenant le profil d'ensemble de leurs résultats.

Ce qui subsistera comme armements stratégiques aux États-Unis et en URSS — 6 000 têtes nucléaires et 1 600 lanceurs ou transporteurs de part et d'autre — laissera subsister d'énormes capacités de destruction, mais exigera la suppression de 1 200 à 1 300 lanceurs dans chaque camp. Les chiffres autour desquels on va se mettre d'accord pour les forces conventionnelles en Europe — quelque 40 000 pièces d'artillerie, 40 000 chars de combat, 56 000 véhicules blindés, 3 500 hélicoptères de combat, entre 3 000 et 12 000 avions, 275 000 à 300 000 hommes de troupes étrangères stationnées au centre du Vieux Continent — ne signifient pas non plus la disparition des armées, mais exigent la destruction d'environ 60 % des matériels du pacte de Varsovie et de 10 à 15 % de ceux de l'OTAN.

Mais plus encore que les réductions elles-mêmes, l'important est que les négociations en cours ne constitueront pas un point d'arrivée, mais un point de départ vers une situation entièrement nouvelle de la coopération.

La continuation de l'évolution commencée avec les entretiens Reagan-Gorbatchev, à Reykjavik, la signature du traité sur les forces nucléaires intermédiaire (FNI) et les deux traités en cours de négociation aujourd'hui est inévitable. D'abord en raison de l'impact psychologique et politique des mesures de vérification et de confiance. Ensuite, à cause du caractère instable de la situation d'équilibre que créeront la signature des traités START et FACE.

LES DANGERS D'UNE « COMMUNAUTÉ DE SÉCURITÉ » DU NORD CONTRE LE SUD

Il ne semble pas que l'on ait jusqu'à présent beaucoup étudié les conséquences psychologiques et politiques du développement combiné des mesures de vérification — à mettre en oeuvre pour l'exécution des traités — et des mesures de confiance et de contrainte qui résultent des négociations et de la Conférence sur le désarmement en Europe (CDE). Même si l'on ne connaît pas encore le détail des mesures de vérification qui seront retenues, il paraît dès maintenant certain qu'elles impliqueront la présence de plusieurs milliers (ou plus probablement de dizaines de milliers) de vérificateurs, dispersés sur de très nombreux points des territoires des États-Unis et de l'URSS pour START et de ceux de vingt-trois États européens, y compris l'URSS jusqu'à l'Oural, pour les FACE. L'aboutissement des négociations sur l'interdiction des armes chimiques accroîtrait encore considérablement le nombre des vérificateurs et celui des sites de vérification.

Les échanges d'information aboutiront à fournir à chaque camp une description minutieuse de l'ensemble du dispositif militaire de l'adversaire éventuel, avec un degré de détail atteignant le niveau du bataillon. Quant aux opérations de vérification, prévues pour de nombreuses années, elles exigeront une coopération constante entre contrôleurs et contrôlés. Et les mesures dites de stabilisation aboutiront à rendre impossible toute surprise... Lorsque ces dispositifs seront en place, il ne devrait plus exister la possibilité de faire un usage militaire, entre l'Est et l'Ouest, des armées soumises à ce degré de surveillance. La présence continue de représentants de l'ancien adversaire sur le sol national ne peut pas ne pas créer une attitude entièrement nouvelle à l'égard du rôle des armées...

La logique de l'entreprise de réduction des armements, combinée à celle du développement des mesures de contrôle, est effectivement de remplacer la défiance par la confiance : à la limite, la notion même de dissuasion est antinomique avec celle de confiance. Il semble donc rationnel d'aller plus loin et, au lieu de se contenter de réduire les menaces, de les faire disparaître complètement.

L'inévitable implication de la France

La situation créée par la signature des accords START et FACE sera instable, car elle conduira à rechercher des niveaux d'armements encore plus bas. Ainsi l'évolution des relations entre les deux Allemagnes aboutira sans nul doute à la suppression des armes nucléaires à courte portée (moins de 500 km) stationnées sur leur sol. La dissuasion nucléaire repose sans doute sur l'absurde et l'impensable, mais il y a des limites, et les Allemands les ont clairement identifiées. La réaction des autres pays de l'Est ou de l'Ouest, sur le territoire desquels l'utilisation de ces armes « de théâtre » ou « préstratégiques » pourrait être envisagée dans les plans de guerre, ira évidemment dans le même sens.

L'ouverture de négociations pour l'élimination de ces engins est donc inévitable à court terme, ce qui obligera à repenser le dispositif d'ensemble. Si la situation politique continue de s'améliorer entre l'Est et l'Ouest, des négociations pour des traités START II et FACE II seront alors engagées.

La France ne peut ignorer qu'elle sera inévitablement impliquée dans ces négociations, qu'il s'agisse du stratégique ou du préstratégique : ses Pluton et ses futurs Hadès ont déjà perdu toute signification, et la définition d'un palier minimal de dissuasion stratégique par les deux Grands remet nécessairement en cause les programmes des autres puissances nucléaires. Le débat, aujourd'hui quelque peu académique, au sujet du « niveau minimum » ou de la « défense défensive » entrera à ce moment dans une phase opérationnelle. En même temps, il faudra rechercher les moyens de conserver un équilibre au fur et à mesure que l'on se rapprochera d'un palier très bas. En fait, s'amorcera à ce moment-là la transformation de la situation de post-confrontation en situation de coopération.

Cette évolution, déjà amorcée sur les plans technique, économique et idéologique, va se développer considérablement en raison :

- de la logique de la coopération économique ;
- des risques ou menaces à traiter en commun : environnement, drogue, terrorisme, migrations, sida... ;
- du développement institutionnel qui en résultera : sommets, organisations internationales, attitudes concertées au Conseil de sécurité de l'ONU... ;
- du désir d'éviter des troubles dérangeants dans les pays du Sud ;

LES DANGERS D'UNE « COMMUNAUTÉ DE SÉCURITÉ » DU NORD CONTRE LE SUD

- finalement, de la généralisation de la culture postindustrielle.

Le risque est réel de voir la communauté de sécurité qui se dessine se former contre le Sud, où certes, des dangers réels existent bel et bien. Le Nord les a lui-même créés en y distribuant et en y vendant les armes les plus sophistiquées et les technologies les plus modernes, en instruisant les personnels militaires, en soutenant les régimes les plus autoritaires. L'instabilité du Sud fait que demain ces équipements sont et seront utilisés dans les conflits Sud-Sud. Certains de ces conflits pourront gêner le Nord, d'autres l'impliquer directement.

Beaucoup plus grave et menaçante est l'idéologie qui se développe au Nord : prenant prétexte de ces menaces potentielles, elle s'efforce de montrer que « l'ennemi » est maintenant au Sud et qu'il convient de lui opposer une réponse essentiellement militaire. C'est sur un nouvel imaginaire de menaces que va porter un débat fondamental pour l'avenir. On se souvient du rapport Ikle-Wohlstetter sur la dissuasion distinctive (Discriminate deterrence), publié en janvier 1988, et à la conception duquel avaient participé, entre autres, MM. Kissinger et Brzezinski. Présenté par la très officielle commission sur la stratégie intégrée à long terme, créée par le secrétaire à la défense, ce document, tout en baignant largement dans une vision confrontationnelle avec l'URSS, faisait déjà une large place aux menaces en provenance du tiers-monde et demandait qu'il en soit tenu compte dans les conceptions stratégiques de l'avenir.

Une philosophie comparable inspire le livre de Régis Debray. On y apprend que les menaces vont maintenant venir du Sud et qu'il faut se préparer à y répondre militairement. Cette thèse vient très opportunément au secours des positions officielles françaises : jusqu'en 1993, la loi de programmation militaire ne prévoit aucune réduction de l'effort financier pour la défense. Une grande partie de l'establishment militaire continue par ailleurs de soutenir que, pour la mise au point de plans pour l'an 2000, « le niveau de ressources qui peut être affecté » [aux forces armées françaises], devra continuer de « se situer à quelque 3,8 % du PIB ». Ceux qui pensent que l'on pourrait faire un meilleur usage de ces milliards ne se manifestent pas très activement pour l'instant.

Cette nouvelle idéologie est d'autant plus dangereuse qu'elle offre une planche de salut à divers conservatismes : cadres militaires et fabricants d'armes, menacés par les réductions envisagées des budgets de défense ; partis politiques de droite, privés de l'épouvantail communiste, qui avait assuré et garanti la cohésion de leurs clientèles, et qui retrouvent ainsi un ennemi de rechange idéal. Elle ne peut qu'être renforcée par l'augmentation prévisible des migrations Sud-Nord et par l'existence de structures mentales façonnées par des siècles d'histoire guerrière dont la « sagesse » se résume en « Si tu veux la paix, prépare la guerre », « Il y aura toujours des guerres », etc.

Dans la bataille d'idées qui va se livrer au cours des prochains mois et des prochaines années sur la conception de la défense, la définition de la nature des menaces auxquelles il conviendra de faire face tiendra un rôle essentiel. L'intégration croissante entre l'Est et l'Ouest fait écarter comme peu vraisemblable la thèse extrême du repliement sur des systèmes de défense purement nationaux. Mais la conception de communauté de sécurité entre pays du Nord sera radicalement différente selon que les pays et les peuples du Sud seront considérés comme des ennemis potentiels ou comme des partenaires ; que les menaces à contenir seront traitées sous l'angle purement militaire ou sous l'angle économique, social et culturel ; selon enfin que ce nouveau système de sécurité collective sera réservé aux pays riches ou tendra à englober la planète entière.

Le phénomène fondamental à dominer, à l'avenir, est bien en effet celui de l'intégration de trois mondes dont les niveaux de vie et les capacités de production sont extrêmement différents ; ceux de l'Ouest étant trois à quatre fois supérieurs à ceux de l'Est et deux cents fois à ceux des zones pauvres du Sud. La manière de prévenir les risques qui va entraîner cette intégration relève évidemment davantage de méthodes économiques que de méthodes militaires. L'usage qui pourra être fait des 1000 milliards de dollars jusqu'à présent affectés aux dépenses militaires dans le monde ne représente certes qu'une partie de la solution du problème — des révisions déchirantes sont aussi nécessaires dans d'autres domaines —, mais c'est une partie essentielle.

La communauté de sécurité peut relever de deux conceptions très différentes :

- Soit d'une conception purement militaire, s'adressant aux menaces réelles et imaginaires venant du Sud. Elle aboutirait à des montants de budgets de défense presque égaux aux

LES DANGERS D'UNE « COMMUNAUTÉ DE SÉCURITÉ » DU NORD CONTRE LE SUD

chiffres actuels, au développement d'armements et de forces d'intervention à distance, à la modernisation permanente des équipements, à une philosophie de répression des troubles et de rejet à la mer de tous les boat people éventuels, au refus d'agir sur les causes possibles de troubles et d'agressions — c'est-à-dire en faveur du rééquilibrage des différents niveaux de vie dans les diverses parties du monde — et, bien entendu, au maintien, pour l'essentiel, du commerce des armes...

- Soit d'une conception globale et nouvelle de la sécurité, fondée sur la prévention des risques, qui conduirait : à l'interdiction du commerce des armes, à une réduction très significative des dépenses militaires (1 % du PNB de chaque pays suffisant largement, en raison, de la cohésion et des possibilités de collaboration militaire du Nord) ; à l'utilisation d'une grande partie des économies ainsi réalisées pour faciliter le développement économique de l'Est et du Sud ; à l'instauration, à l'échelle planétaire, d'un véritable système de sécurité collective.

Un choix aussi fondamental mérite un débat approfondi. La réunion au sommet des trente-cinq membres de la CSCE, envisagée pour cette année, devrait être une occasion de commencer à le clarifier.